

# **L'homme au centre des préoccupations et le partage équitable des intérêts : l'essence de la société harmonieuse**

**Li Lulu**

**(Le département de la sociologie de l'université du peuple de Chine)**

## Préface

Les ancêtres des chinois considéraient «l'harmonie comme un bien précieux et la tolérance comme une vertu». Chacun reçoit ce qu'il mérite dans une société harmonieuse. C'est non seulement une composante indispensable de la construction de cette société socialiste harmonieuse, mais aussi un objectif important de la construction globale de la société relativement aisée. Du point de vue des origines culturelles, respecter l'harmonie, espérer la stabilité et rechercher une société sûre et harmonieuse où le gouvernement dirige bien le pays et le peuple vit et travaille en paix sont des éléments importants de la culture chinoise. L'expérience internationale prouve que l'accès à la catégorie de PIB par habitant située entre 1000 et 3000 dollars, avec l'âge d'or du développement rapide, correspond aussi à la période de montée en puissance des antagonismes. La situation réelle nous envoie constamment des avertissements: des aspects contraires à l'harmonie existent vraiment dans la phase actuelle de notre développement.

Durant la période cruciale du développement et des réformes, les questions de stabilité sociale en Chine ont présenté quelques particularités: les affaires d'une nature collective ou subite se sont multipliées, la portée des différends et conflits s'est élargie, et le niveau d'intensité et d'opposition s'en est trouvé exacerbé. Certains pensent ainsi que ces phénomènes actuels d'instabilité tirent leur origine de l'adoption du principe de «l'homme au centre des préoccupations» prôné par le gouvernement chinois. C'est pourquoi un phénomène d'opposition a apparu, au cours de la mise en oeuvre des politiques, entre le maintien de ce principe et la recherche de stabilité sociale.

En fait, ces phénomènes d'instabilité ne sont pas du tout liés au maintien du principe de «l'homme au centre des préoccupations» mais sont plus exactement le résultat des difficultés et manquements dans l'application des différentes mesures qui rentrent dans le cadre de ce principe, accumulés au fil des années. Nous ne voulons pas une stabilité superficielle qui étouffe, comprime et dissimule les éléments d'instabilité, mais plutôt une véritable société stable que nous créons en apaisant, résolvant et éliminant les conflits sociaux et dans laquelle chacun travaille selon ses capacités, reçoit ce qu'il mérite et entretient une relation harmonieuse avec les autres.

C'est pourquoi, dans le contexte de la construction d'une société harmonieuse, la stabilité sociale doit reposer sur des concepts et des méthodes totalement innovants. Le principe de «l'homme au centre des préoccupations» est au cœur même de ces concepts et méthodes innovants.

La pleine réalisation d'une stabilité sociale organique, avantageuse, durable et saine ne peut que passer par cette mise de l'homme au centre des préoccupations et une répartition équitable des intérêts.

- I. Société harmonieuse et expropriation en ville: des mécanismes de dialogue où les acteurs représentant des intérêts différents interagissent.

A l'heure actuelle, la déruralisation la plus massive de l'histoire a lieu en Chine et risque de se prolonger encore un certain temps. Dans ce processus d'urbanisation, le problème de l'espace foncier constitue la difficulté la plus importante. Or dans la société chinoise, depuis des millénaires le pouvoir de l'Etat est très fort (Power) tandis que les droits civils (Right) sont très limités. Le passage des biens fonciers des mains des particuliers à celles des promoteurs immobiliers est-il un facteur de l'urbanisation, incarne-t-il la recherche de la maximisation des profits, vise-t-il à privilégier l'intérêt de tous au détriment des intérêts privés d'une minorité ? La question qui vient juste après celles-ci est la suivante : même au service de ce que l'on appelle l'intérêt général, pouvons-nous rassembler les volontés de la majorité pour instaurer un despotisme de l'expropriation envers la minorité ? Si les réponses à toutes ces questions sont affirmatives, il me semble que le problème du droit de réquisition des biens fonciers et de l'expropriation demande à ce que nous ne nous contentions pas de mettre en place un système démocratique de jeu à somme nulle, mais un système équitable d'expression des intérêts, et l'instauration de ce système demande à ce qu'une entité sociale solide qui puisse dialoguer d'égal à égal avec les autorités publiques et les promoteurs soit mise en place; c'est ainsi qu'un système de dialogue et d'échange commun aux différentes parties pourra émerger.

Le phénomène des conflits dans le cadre des expropriations urbaines est devenu un problème social sur lequel on ne peut pas fermer les yeux. Lors de la formation du concept particulier de «territoire» dans le cadre de l'expropriation, les autorités locales, les promoteurs et les personnes expropriées représentent les trois types d'intérêts identifiés ou «acteurs», doués d'une certaine capacité d'action ; et les systèmes d'expropriation existants leur fournissent des renseignements et des stratégies quand ils négocient afin de réaliser objectifs correspondant à leurs intérêts. Mais ces systèmes ne limitent pas du tout leur choix d'action, et l'amélioration constante de ces systèmes n'a en rien réduit les conflits et les antagonismes liés à l'expropriation. C'est par le principe de justice et d'équité et le renforcement du système d'expression des intérêts que seulement on pourra réduire ces antagonismes ainsi que le coût social potentiel.

L'auteur du premier article de la sélection évoque de façon plus générale les différents phénomènes vécus en matière d'expropriation entre 2003 et 2007. Il indique en conclusion qu'au bout d'une dizaine d'années de remodelage urbain, les rapports de force entre la partie forte et la

partie faible dans la procédure d'expropriation ont progressivement évolué. «Une société civile est en train de prendre forme». Dans ces circonstances, les forces non gouvernementales ont commencé à interagir avec les autorités. De la résistance solitaire des familles-clous à la défense en commun des droits constitutionnels des citoyens, à ce jeu de bras de fer, les expropriés ont fini par former une société civile, ce qui leur permet de défendre leurs propres droits dans un cadre réglementaire et juridique imparfait, voire partial. Parallèlement, l'évolution de la notion de "droit réel" et des règlements nationaux s'y rapportant s'en est trouvée accélérée. Dans le contexte de ce remodelage urbain et de cette campagne d'expropriation de grande envergure, les expropriés créent progressivement une société civile où ils peuvent chercher leur propre espace de vie malgré le cadre réglementaire plus ou moins paradoxal tant sur le plan sémantique que sur le plan substantiel. Ce processus, à son tour, fait évoluer progressivement la notion de droit réel et les règlements de l'Etat portant sur la propriété privée. Le second article de la sélection relatant la rénovation du quartier Jiuxianqiao à Pékin témoigne du phénomène actuel d'institutionnalisation de la défense des droits civils.

Les choses resteraient assez simples si le dialogue se limitait à un face-à-face entre les citoyens et les promoteurs immobiliers mais le coeur du problème est plutôt l'absence d'une délimitation claire par le gouvernement de son propre rôle, comme s'il avait oublié la mission qui lui incombait. Inévitablement, la situation du secteur immobilier et l'aménagement urbain est de plus en plus confuse, et dans un contexte où l'on ne cesse de déplorer l'état de délabrement des bâtiments en ville, les prix ne connaissent aucune accalmie et continuent de grimper. Le particularisme chinois est une fois encore prouvé par l'expérience. Face à une telle confusion, un système de dialogue entre les différents groupes d'intérêts est sans aucun doute le meilleur choix pour désamorcer les conflits.

## II. De la défense des droits civils lors de l'expropriation à l'aménagement de l'environnement : une société harmonieuse pour qui?

A un certain niveau, la médiatisation croissante de cas d'expropriation offre tout simplement un échantillon des courants de pensée sociale élargis, et le coeur de ce problème ne peut bien s'appréhender que dans un contexte social encore plus vaste. Dans ces nombreux contextes sociaux, le problème le plus inquiétant est l'inégalité croissante de la répartition des richesses dans la société, cette répartition étant actuellement extrêmement disparate. Les richesses se concentrent actuellement dans les mains d'une minorité. Les promoteurs immobiliers qui deviennent les principaux fournisseurs de biens immobiliers, se tournent inévitablement vers les clients riches et limitent l'accès au logement aux populations plus modestes. Le marché immobilier reflète la situation actuelle de la répartition des richesses, si on ne change pas cette répartition, la configuration du secteur de l'immobilier ne changera pas non plus.

Dans une société déséquilibrée, les ressources inégalement réparties dans la société tendent à se concentrer rapidement dans certaines grandes villes. Ainsi, le secteur et le marché de l'immobilier qui s'avèrent anormaux dans les grandes villes telles que Shanghai et Pékin sont l'expression même de ce phénomène de concentration croissante des ressources vers les villes au sein des sociétés déséquilibrées. Le problème qui se pose ensuite est de savoir si l'existence d'un secteur immobilier sain est possible dans une société déséquilibrée ? A l'heure actuelle, le problème du secteur immobilier n'a rien à voir avec les problèmes individuels de chaque entreprise du secteur mais s'analyse plutôt globalement et correspond à l'état pathologique du secteur en général. D'ailleurs, cette pathologie est liée au déséquilibre de toute la société.

Le troisième article de la sélection exprime plutôt la sincère inquiétude que manifeste l'auteur sur les orientations futures de cette société qu'il n'apporte un éclairage sur les origines du problème,. Si l'on garde encore une vieille mentalité qui consiste à imposer des idées au peuple et que l'on prive le grand public des droits de penser et de s'exprimer en les remplaçant par l'élitisme, alors la majorité du peuple qui gardent toujours le silence deviendra un jour un véritable obstacle sur la voie empruntée par cette société. Et c'est précisément en prenant conscience de cette réalité que l'auteur du quatrième article de la sélection ne peut qu'appeler à « La sauvegarde du lac Taihu repose sur les habitants » ! Le cas de la pollution du Taihu est devenu un mal récurrent qui demande un traitement sérieux avant de pouvoir être éradiqué; une des principales raisons permettant d'expliquer cet état de fait est l'attitude « fanfaronne » du gouvernement en écartant du projet de traitement de la pollution les habitants de la vallée du Taihu. Tous les rapports faisant état de la pollution environnementale reconnaissent que la population ne fait que subir les conséquences néfastes d'une situation que seules les autorités publiques contrôlent. Mais aujourd'hui, dans notre système, la situation d'un haut fonctionnaire local qui évolue rapidement est aux antipodes de celle de la population locale dont les conditions de vie limitées perdurent génération après génération. D'ailleurs, la recherche des intérêts de ces élus locaux est bien souvent à des années-lumière des considérations de la population. Ces fonctionnaires ont tendance à agir à très court terme et ne se soucient guère de l'écologie ou de l'environnement dès lors qu'il s'agit de mettre à l'honneur les projets réalisés au cours de leur mandat. Si la population chinoise songe à obtenir de meilleures conditions de vie, alors elle doit se manifester, formuler des choix communs: choisira-t-elle le développement économique rapide ou la préservation et la restauration de l'environnement ? Là, l'auteur se place du côté de la population, et reste persuadé qu'une prise de conscience d'une partie de la population chinoise est extrêmement déterminante. Si une telle communauté se formait, qu'elle suscitait le débat public et retenait l'attention de tous, alors on assisterait à l'apparition d'un domaine commun concernant la destinée du Taihu, cela pourrait influencer les décideurs politiques à mettre en oeuvre toutes les ressources dont ils disposent pour sauver le Taihu. Mais si la population n'est

pas en mesure de faire un choix à la fois clair et sage, et se contente de dépendre des autorités publiques, alors jamais elle ne pourra trouver l'équilibre idéal entre la création de richesses et la préservation de l'environnement.

### III. Entre approches macro- et micro-scopiques : les entités participantes à la gestion de la société

Parce qu'il existe un certain ordre d'exclusivité entre les nombreux intérêts existant dans la société, tout gouvernement, quel qu'il soit ne peut se permettre de représenter la totalité des intérêts du peuple, mais il devrait au moins maintenir un équilibre judicieux entre les différents intérêts des différents groupes sociaux. Et pour mettre en place cet équilibre, il faut tout d'abord permettre aux différents groupes d'exprimer facilement par des moyens normaux ces intérêts. Du point de vue des décideurs politiques, c'est permettre aux citoyens de participer au processus global de décision, de mise en application des politiques et d'évaluation des résultats.

Les septième et huitième articles incarnent idéalement cette voie. Longgang est l'exemple même d'une ville qui a vu le jour grâce à la mise en commun de fonds d'un ensemble d'industriels autrefois paysans qui, au cours de son urbanisation, ont abandonné la structure communautaire des villages. A la différence d'autres villes chinoises où les citoyens peuvent s'appuyer sur la communauté de l'unité de travail, c'est ainsi que, au cours de cette urbanisation, se sont progressivement formées des organisations communes de défense des intérêts. Ces dernières années, en se basant sur le potentiel de croissance de la société civile de Longgang, le gouvernement a adopté une attitude plus rationnelle. Il continue de renforcer le contrôle des actions collectives de la société en vue de réduire le coût des conflits anormaux sociaux, en même temps qu'il limite progressivement l'ingérence actuelle dans les affaires sociales.

Et en ce qui concerne la vaste question du vieillissement avant d'avoir pu s'enrichir de la société qui perturbe la sommeil et l'appétit de nombreux responsables politiques, la Chine a placé de grands espoirs dans le modèle « passer la retraite à la maison » du district Haishu de la ville de Ningbo, dont le coût ne représente qu'un quart du coût d'un système traditionnel de prise en charge des personnes âgées. Cette prise en charge n'est plus à la seule charge de l'Etat, mais en partie d'un troisième acteur qui fournit produits et services en échange de fonds publics, en plus du modèle traditionnel qui consiste à passer la retraite chez soi. Une même opération rassemblerait donc trois acteurs qui permettraient ensemble un abaissement des coûts accompagné d'une amélioration des résultats des structures de prise en charge des personnes âgées. Là encore, bien que l'Etat chinois

soit omniprésent, «le modèle d'un Etat «monolithique», sans possibilité de dialogue avec les «nombreuses forces sociales existant à grande échelle» appartient déjà au passé.»

#### IV. L'homme au centre des préoccupations et l'expression des intérêts : concevoir une société harmonieuse et tolérante

En comparaison avec la société traditionnelle, la société actuelle est assurément plus tolérante aujourd'hui que par le passé. Elle passe par la tolérance de valeurs différentes, de pratiques différentes, la poursuite d'intérêts différents etc. Face à tant de diversité, beaucoup de responsables politiques s'adaptent d'abord difficilement voire ressentent de l'appréhension, et choisissent soit d'imposer une uniformité exemplaire soit de se heurter à un mur. En réalité, aucun de ces excès n'est nécessaire. La tolérance, la diversité d'une société sont précisément des signes de développement et de progrès d'une société actuelle. On dit que «l'harmonie basée sur les interactions de choses différentes peut amener la prospérité». Une société harmonieuse est une société tolérante. Les groupes sociaux eux-mêmes ne génèrent pas l'instabilité sociale. Elle est plutôt générée par des situations allant de l'élargissement croissant du fossé entre l'augmentation des besoins culturels et matériels du peuple et le niveau de satisfaction de ceux-ci ou encore l'infériorité de l'augmentation réelle du niveau de vie des masses populaires par rapport au niveau de développement général de la société.

A partir de cela, le cinquième article porte sur les trois manifestations essentielles de ce type de «fossés». Depuis le début de ce siècle, les problèmes de l'éducation, de la couverture sociale et du logement sont devenus des questions centrales dans la société chinoise, et l'attention portée par la société chinoise à ces trois sujets a même dépassé celle du problème jamais solutionné de la corruption. Pour la plupart des chinois, les sujets les plus problématiques de leur existence sont l'éducation, la couverture sociale et le logement. A partir de son analyse, l'auteur livre la conclusion suivante : les trois problèmes de l'éducation, de la couverture sociale et du logement tirent tous leur origine de la formation d'un groupe de partage des intérêts entre le gouvernements central, les autorités locales et les entrepreneurs, qui à la fois s'associent ensemble (réaliser jusqu'à l'extorsion des revenus des citoyens est le fruit d'une coopération étroite) et se disputent mutuellement les gains (lors de la répartition des intérêts). Ils tirent parti du caractère nécessaire et minimal de l'éducation, de la couverture sociale et du logement, qui ont une nature de «para-service public», et orientent «le marché» par des moyens administratifs ou par personne interposée pour créer volontairement une demande soutenue dans ces trois domaines sous forme d'«inflation locale» ce qui est équivalent en substance à imposer aux personnes nécessitant ces prestations d'éducation supérieure, de couverture

sociale et de logement des taxes supplémentaires colossales

Nous ne débattons pas ici du bien-fondé de l'analyse et de la conclusion de l'auteur, mais en se basant sur la réalité des conditions de vie, les phénomènes observés renvoient incontestablement à une réalité existante. Le sixième texte de la sélection constitue une fiction basée sur la réalité. Dans une telle société où l'Etat oppresse de son pouvoir (power) les droits (right) des citoyens, les conditions de vie de la population sont tout sauf faciles. Cela dit, notre but n'est pas d'attribuer l'intégralité de la responsabilité à l'Etat. La réalité est telle que dans les conditions actuelles de réforme, le gouvernement a toujours le dernier mot, il n'est alors pas étonnant de voir l'auteur du sixième article constater que les réformes du système d'éducation, de sécurité sociale et du logement ne vont pas du tout dans la direction du marché et de la formation des secteurs de grande échelle ; aujourd'hui, les coûts exorbitants de l'éducation, de la santé et du logement ne sont que sous le couvert de la «régulation par le marché», c'est en réalité encore le résultat du monopôle de l'Etat. De la même façon, nous ne débattons pas de la part de vrai et de faux de cette conception, mais après avoir constaté que les mesures de contrôle s'écartent des objectifs des réformes, le gouvernement chinois devrait au moins assumer la part de responsabilité qui lui revient.

Si l'on considère que la réforme du système de la santé, de l'éducation et du logement concerne la conception du système de l'ensemble de la société, les erreurs sont inévitables, alors le gouvernement peut difficilement dégager sa responsabilité dans des problèmes qui retiennent beaucoup l'attention du public. Le dernier texte de la sélection en donne un exemple. Alors que la signature d'un contrat de travail est actuellement une pure formalité, un simple papier, la Chine n'a pas encore réussi à trouver un système de régulation des heures supplémentaires, les employés ne peuvent s'appuyer sur une législation nécessaire au respect de leurs droits, de même qu'il n'existe pas d'organisme de défense des droits efficace. Pour ce qui est du facteur institutionnel, c'est celui-là même qui est à l'origine du phénomène de «travail jusqu'à épuisement». C'est précisément ce que veut évoquer un spécialiste, «le fait qu'un employé évite toute tâche en dehors des heures de travail normales ou néglige ses responsabilités professionnelles n'est sûrement pas une bonne chose, mais se transformer en une machine à travailler qui se tue à la tâche le jour et récupère la nuit mène inévitablement à la disparition d'une vie sociale riche et variée». Alors que les heures supplémentaires deviennent une part de la culture d'entreprise, alors que nos vies ne se rythment plus que du «métro-boulot-dod», comment un décret d'Etat pourrait-il s'adresser à l'ensemble de la population chinoise, et comment la société pourrait-elle vivre en harmonie ? A l'inverse, l'histoire évoquée dans le neuvième texte de la sélection est riche d'enseignement. Une société pour devenir harmonieuse doit placer le bonheur de ses citoyens parmi ses priorités, et sur ce point-là, le

gouvernement népalais nous devance.

## Conclusion

Lors des conférences de travail du comité central sur l'économie du pays de ces dernières années, on a insisté chaque année sur l'importance de «mettre l'homme au centre des préoccupations, mener à bien tous les travaux relatifs aux intérêts du peuple et préserver la stabilité sociale», «continuer de mettre l'homme au centre des préoccupations et redoubler d'efforts dans la construction d'une société socialiste harmonieuse», c'est précisément le sens que porte la «mise de l'homme au centre des préoccupations». On entend par là le respect de l'homme, qui passe par le respect des droits des gens, de leurs intérêts et demandes légitimes . Selon l'auteur, cela peut être résumé en trois aspects :

Tout d'abord, il faut mettre sur pied un système d'expression des intérêts ainsi que des mécanismes de dialogue multilatéral adaptés qui permettent aux représentant de tous les groupes d'intérêts de s'y impliquer ; c'est un élément essentiel dans la construction d'une société harmonieuse. Ensuite, il faut permettre à la population d'occuper le rôle principal, et canaliser correctement son dynamisme, son enthousiasme et sa créativité. Permettre au peuple de participer à la gestion de la société. Enfin, dans les conditions de l'économie de marché, il est indispensable d'identifier la grande diversité des intérêts existants, et à partir de cela, reconnaître la légitimité de l'expression de tous les intérêts. Au cours de ces vingt dernières années, la structure de la société chinoise n'a cessé de se diversifier. Cela est d'abord synonyme de diversification des intérêts : des classes et des groupes sociaux différents se mettent à manifester des intérêts divers. C'est pourquoi il est important de distinguer la revendication d'intérêts du débat idéologique, afin de rendre le débat davantage rationnel, juste et constructif.

<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>

